PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU CONGO
*Unité * Travail * Progrès*

Décret n° 2008-84 du 15 avril 2008

portant approbation du plan d'action gouvernemental de gestion des finances publiques

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu l'accord du 4 décembre 2004 relatif au programme de la facilité de la réduction de la pauvreté et la croissance ;
Vu la loi n° 1-2000 du 1er février 2000 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat ;
Vu le décret n° 2000-187 du 10 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
Vu le décret n° 2003-101 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et du budget ;
Vu le décret n°2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le décret 2008-4 du 11 janvier 2008 portant organisation des intérims des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

DECRETE :

Article premier : Est approuvé le plan d'action gouvernemental de gestion des finances publiques dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 15 avril 2008

2008-84

Denis SASSOU N'GUESSO

Par le Président de la République,

Pour le ministre de l'économie,
des finances et du budget, en mission :

Le ministre d'Etat, ministre du plan
et de l'aménagement du territoire,

Pierre MOUSSA

PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

****

Approuvé par le décret n° 2008-84 du 15 avril 2008

(En millions de FCFA)

bjectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
. Améliorer la estion udgétaire et omptable	**1.1. Moderniser et renforcer le cadre légal et règlementaire budgétaire et comptable**							
	Cadre légal et règlementaire En fonction de la réglementation CEMAC en cours, élaboration et validation d'un chronogramme organisant la révision des textes. Adaptation de la réglementation CEMAC en République du Congo	Elaboration et adoption de : - la Loi organique, - le RGCP, - les projets de textes d'applications (Nomenclature budgétaire de l'Etat et Plan comptable de l'Etat).	Diffusion, vulgarisation et mise en vigueur de la loi organique, de la nomenclature budgétaire du règlement général de la comptabilité publique et du plan comptable de l'Etat. Suivi, Evaluation et consolidation des actions entreprises.		AFRITAC UNION EUROPEENNE	La loi Organique est mise à jour et validée ; Le RGCP est révisé et validé ; Les projets de textes d'applications sont élaborés et validés : -La Nomenclature budgétaire de l'Etat ; -Le Plan comptable de l'Etat. (*) Toutes ces réformes sont conditionnées par les travaux CEMAC.	100% des textes (4) adaptés CEMAC sont disponibles en juin 2010	MEFB : DGCP SGG PRCTG Equipe Projet

En millions de FCFA)

Objectifs	Mesures prioritaires 2008	2009	2010	D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	1.2. Améliorer l'exécution budgétaire							
	Rationalisation du circuit de la dépense Recrutement d'un Cabinet pour réaliser l'étude sur la rationalisation et la simplification du circuit de la dépense dans son ensemble en supprimant les tâches et contrôles redondants **NB. Etude a démarré en fin novembre 2007 et se poursuit**	Créer un fichier de fournisseurs à la DGB et adopter une mercuriale des prix à l'intention des ordonnateurs. Mise en place d'une commission mixte MEFB (DGD, DGI, DGE, DGB) /MPLAN (DGPD)/Commerce Elaboration et validation du manuel relatif au nouveau circuit rationalisé et simplifié de la dépense tant sur le budget de fonctionnement que sur le budget d'investissement. Elaboration, discussions, adoption, publication et vulgarisation de la mercuriale. Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.	Mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation et la simplification du circuit de la dépense Mise à jour du fichier et du suivi de la mercuriale Programmation des paiements en fonction des titres émis préalablement : Exécution du principe **« premier mandat émis, premier mandat payé »** sauf dérogations prévues par les lois et règlements. Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.	X	IDA/FMI & FAD	Le circuit de la dépense est rationalisé ; La mercuriale est adoptée, publiée et vulgarisée.	Réduction du nombre de postes de contrôle et de la durée de traitement de la dépense Réduction de la durée de paiement des factures au trésor passe de 90 jours (2007) à 15 jours (2010). En 2007 Les mandats relatifs aux priorités d'Etat font 1 à 3 jours ; Par contre les mandats ordinaires prennent 3 j et peuvent aller jusqu'à 1 mois, 3 mois et voire un peu plus.	MEFB DGD DGI DGE DGB DGT DGCF PRCTG MPLAN DGPD C/CE Equipe Projet

(En millions de FCFA)

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
	Gestion de la Trésorerie Tenue des réunions mensuelles pour la planification des ressources et des dépenses à payer : - la limitation des paiements par anticipation (**PPA**) sauf les cas autorisés par la loi organique sur le régime financier de l'Etat ; - la centralisation de toutes les recettes et les dépenses par le trésor (principe de l'unicité de caisse) ainsi que de tous les fonds publics détenus et/ou gérés par d'autres administrations ou institutions ; - le rapprochement mensuel des mandats émis et payés. **NB. Etude a démarré en fin novembre 2007**	Elaboration et publication du nouveau plan des engagements; Diffusion et vulgarisation du plan des engagements ; Automatisation des écritures comptables du circuit de la dépense ; Actualisation tous les trimestres du plan des engagements et paiements pour chaque titre et chaque section. Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.	Production et diffusion trimestrielle d'une note de conjoncture budgétaire et financière, basée sur : - l'exécution en recettes et dépenses ; - la situation de la trésorerie ; - le TOFE. Production d'un rapport trimestriel sur la situation financière et l'exécution du budget pour information au Conseil des Ministres. Mise en œuvre actualisée du circuit de la dépense en s'appuyant sur des nouvelles procédures adoptées, Poursuite de la limitation et réduction des paiements par anticipation (PPA).		**Gouvernement**	Le plan des engagements est mis en œuvre. Les fonds publics sont tous centralisés par le Trésor. Le compte de gestion est élaboré en temps réel. **Base (Recettes)** 2005 : 1245,7 FCFA 2006 : 2007 : 1623,4 FCFA **Base (Dépenses)** **Courantes** 2005 : 575,3 FCFA 2006 : 742,0 FCFA 2007 : 697,7 FCFA **Investissement** 2005 : 170,3 FCFA 2006 : 359,8 FCFA 2007 : 379,0 FCFA	Taux de centralisation des recettes et dépenses suite aux réunions mensuelles : Valeur et % des impayés au 31/12/2006 = 0 FCFA 100% Valeur et % des impayés au 31/12/2007 = 0 FCFA 100% **Recettes** **2006/05 :1245,7 FCFA 67,02%** **2007/06 :1623,4 FCFA 30,32%** **Dépenses** **Courantes** **2006/05 : 742 FCFA 28,98%** **2007/06 : 697,7 FCFA -5,97%** **Investissement** **2006/05 : 359,8 FCFA 111,27%** **2007/06 : 379,0 FCFA 5,34%** **Valeur et % des paiements par anticipation (PPA) au** 31/12/2006 ND 31/12/2007 ND **Solde budgétaire Primaire en ressources propres :** **2005 : 668,1 FCFA** **2006 : 680,9 FCFA** **2007 : 661,7 FCFA** **Baisse de 2,82%**	CAB DGT CCA DGCP DGB DGI PRCTG DGPD TOFE Equipe Projet

En millions de FCFA)

Objectifs	Mesures prioritaires 2008	2009	2010	D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	Gestion de la dette Recensement des textes créant la CCA en vue d'identifier les missions propres à cette institution Réadaptation des textes de cette institution à la nouvelle donne.	Elaboration d'un plan de formation des agents de la CCA en vue d'optimiser l'utilisation du logiciel SYGADE (renforcement des capacités du personnel).	Suivi et évaluation des actions entreprises de 2007 à 2009	X	IDA/FAD	La dette est maîtrisée La base des données est maintenue avec des sauvegardes	Nombre de textes revus et validés au 30/06/2008 Pourcentage des agents du service de la dette formés en 2004-2006 : 100%, soit : 13 sur 13. Réduction de l'encours total de la dette au 31/12/2006 **2001** : 4 525,11 FCFA **2002** : 4 531,30 FCFA **20%** **2006** : 3 918,18 FCFA **- 2,30%** (Stock des arriérés, **-2,91%** et encours hors arriérés, **1%** en 2006)	CCA DGT DGB DGPD PRCTG PAGE DGPD CCA DGT DGB DGCF PRCTG TOFE Equipe Projet
	Gestion des investissements publics Réalisation d'une étude sur la rationalisation de la gestion de la dépense publique : « nouveau système de gestion des projets d'investissement publics ». **(TDR validés au 4ème trimestre 2007 par l'IDA /FMI et par la Coopération française en charge de l'étude au MPLAN)** Révision des textes relatifs à la gestion des investissements.	**Gestion des investissements publics** Rationalisation du circuit de la dépense ; Elaboration/actualisation et adoption du manuel des procédures de gestion des investissements sur la base d'un rapprochement DGT/Plan ; Révision de la clé de répartition institutionnelle de la gestion des investissements.	**Gestion des investissements publics** Evaluation de l'impact des réformes sur la gestion des investissements publics Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.	X	IDA/FMI/FAD & COOPERATION FRANCAISE	Le manuel de procédures de gestion des investissements est disponible dans les ministères sectoriels Les investissements sont maîtrisés à la fois par le ministère du plan et les ministères sectoriels	Valeur et % d'exécution physique et financier au 31 décembre : **2005** : 167 783,7 FCFA **79,2%** **2006** : 357 179,5 FCFA **106,4%** **2007** : 379 735,7 FCFA **94,75%**	

En millions de FCFA)

Objectifs	Mesures prioritaires 2008	Mesures prioritaires 2009	Mesures prioritaires 2010	D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp.
	Solde et pensions Lancement des travaux de recensement des agents de l'Etat **(Etude PURAC en cours pour 2007)** . Lancement des travaux de recensement des retraités **(Etude PURAC en cours pour 2007)** Lancement de l'avis de manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Cabinet pour réaliser l'Audit organisationnel du ministère de la fonction publique **(Action attendues pour le 1er trimestre 2008)**	Audit organisationnel du ministère de la fonction publique ; Mise en place d'un fichier unique : Fonction Publique (gestion administrative) et Direction de la Solde (gestion de la paie) en fonction des travaux du schéma directeur (réseaux informatiques). Elaboration et adoption d'un manuel de procédures relatif à la gestion du fichier unique.	Finalisation de la mise en place du fichier unique : Fonction Publique (gestion administrative) et Direction de la Solde (gestion de la paie) en fonction du réseau informatique. Mise en œuvre du fichier unique : Fonction publique – Solde. Mise en œuvre des recommandations issues de l'audit organisationnel.	X	IDA & Gouvernement	Les travaux du fichier unique de la Fonction Publique (gestion administrative) et Direction de la Solde est maîtrisée.	Valeur et % des paiements de la solde et pensions : **2005 : 12 736,29** **2006 : 13 869,40** **8,89%** **2007 : En cours** **Effectifs de la Fonction Publique** 2005:56.278 2006:59.289(+5,35%) 2007:60.600 (+2,21%) **Effectifs de la Solde** 2005:69.867 2006:72.560(+3,85%) 2007:74.862(+3,17%) **Valeur payée en FCFA** **2005 : 130 012,05** **2006 : 134 899,99** **(+3,75%)** **2007 : 141 864,85** **(+5,16%)** **Cible :** Réduction à moins de **5%** des écarts entre le nombre du personnel sur fichier et les employés réellement payés : 2005 : **24,14%** 2006 : **22,38%** 2007 : **23,53%**	PRIM MEFB MFPRE et MTS ME PRCTG PURAC Equipe Projet

(En millions de FCFA)

Objectifs	Mesures prioritaires 2008	Mesures prioritaires 2009	Mesures prioritaires 2010	D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	1.3. Améliorer l'efficacité et la pertinence du contrôle ex-anté							
	Contrôle Financier Elaboration et validation des TDR Lancement de la procédure relative à la passation des marchés pour le choix d'un consultant **NB. Cette étude est prise en compte dans l'audit global opérationnel du MEFB (Mémorandum de mars 2007 et Directives mission IDA, septembre-octobre 2007)**	Lancement et réalisation des études visant à définir les compétences et les procédures de contrôle des finances publiques par la DGCF (Cf. Cadre institutionnel supra). Adoption des recommandations issues de l'étude Diffusion et vulgarisation d'un manuel de procédures de contrôle des finances publiques ; Diffusion et vulgarisation du guide du vérificateur.	Mise en œuvre des recommandations issues de l'étude Suivi et Evaluation du manuel de procédures de contrôle et du guide du vérificateur Suivi et Evaluation des procédures de contrôle et du guide du vérificateur.	X	**FMI/FAD** **UNION EUROPEENNE**	Le manuel de procédures de contrôle des finances publiques est applicable Le guide du vérificateur est disponible Les contrôles financiers sont effectués par an avec production des rapports.	Nombre de contrôles annuels effectués par les agences de régulation suivant nouveau Code des marchés publics	DGCF DGT DGB PURAC Equipe Projet
	1.4. Assurer la fiabilité et l'exhaustivité de la comptabilité publique							
	Comptabilité publique Etude relative à l'identification des causes des dysfonctionnements sur la gestion des Dons et des différents fonds afin de les intégrer dans la balance du trésor. **(Action réalisée en 2007)**	Prise en compte des recommandations dans la loi des finances 2008-2009 Suivi trimestriel des opérations de l'ordonnateur et du comptable sur les différents dons et fonds reçus. Production des balances mensuelles 2008 définitives présentant des comptes réglementairement tenus	Mise en application des textes sur la comptabilité publique Elaboration, validation et diffusion des projets de textes d'application du RGCP **(cf. Cadre règlementaire supra)** ; Instauration d'une comptabilité matière et patrimoniale des biens de l'Etat.		**Gouvernement**	Le décret sur la comptabilité publique intégrant les dons et les différents fonds est disponible ; La comptabilité matière et patrimoniale des biens de l'Etat est actualisée et applicable	Production des balances du Trésor est mensuelle 15 jours après l'arrêt des écritures : **2005 : 12, soit 100 %** **2006 : 12, soit 100 %** **2007 : 12, soit 100%.** Nombre des ministères (administrations publiques) qui appliquent la comptabilité matière **environ 50, soit 0 %**	DGCP DGPD CCA DGT PRCTG Equipe Projet

(n millions de FCFA)

Objectifs	Mesures prioritaires 2008	2009	2010	D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
. Améliorer la erformance des dministrations scales et ouanières	**Renforcement des capacités prévisions des recettes des impôts et des douanes** Analyse des études existantes et faire le point de la formation du personnel, informatique et communication. Mise en œuvre des plans d'action et recommandations issues des audits opérationnels des impôts et des douanes	Définition d'un plan d'action pour l'amélioration de la gestion des recettes, comprenant la mise en place d'un circuit informatisé de la recette ; Formation du personnel.	Suivi et évaluation des mesures entreprises en 2008 et 2009.	X	IDA/FMI/FAD & UNION EUROPEENNE	Les recettes augmentent grâce à la mise en œuvre des plans d'action et recommandations issues des audits opérationnels des impôts et des douanes. Nombre d'agents formés suivant le plan d'action	Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes fiscales : 2006 2002: Prévisions : 135,00 FCFA Réalisations : 125,3 FCFA Pourcentage : 92,81% 2003 Prévisions : 151,50 FCFA Réalisations : 134,0 FCFA Pourcentage : 88,45 % 2004 Prévisions : 151,34 FCFA Réalisations : 149,2 FCFA Pourcentage : 98,48 % 2005 Prévisions : 159,00 FCFA Réalisations : 167,80 FCFA Pourcentage : 105,53 % 2006 Prévisions : 173,40 FCFA Réalisations : 173,40 FCFA Pourcentage : 100 % 2007 Prévisions : 193,40 FCFA Réalisations : 210,00 FCFA Pourcentage : 108,58 % Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes douanières 2002: Prévisions : 46,219 FCFA Réalisations : 36,10FCFA Pourcentage : 78,11 % 2003 Prévisions : 45,800 FCFA Réalisations : 43,30 FCFA Pourcentage : 94,54 % 2004 Prévisions : 47,00 FCFA Réalisations : 49,80 FCFA Pourcentage : 105,53 % 2005 Prévisions : 51,00 FCFA Réalisations : 42,70 FCFA Pourcentage : 83,73 % 2006 Prévisions : 55,70 FCFA Réalisations : 53,50 FCFA Pourcentage : 96,05 % 2007 Prévisions : 57,70 FCFA Réalisations : 52,00 FCFA Pourcentage : 96,05 % 2008 Prévisions : 65,00 FCFA Sources : TOFE/MEFB DEPI Douanes DGI	DGI DGDDI DGT PRCTG

(En millions de FCFA)

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
	Maîtrise des exonérations Recrutement d'un consultant pour la réalisation d'une étude sur l'impact des exonérations fiscales et douanières. Mise en œuvre des recommandations issues des audits organisationnels DGI-DGD financés par le PRCTG 1 Réalisation de l'étude (3 mois) sur l'impact des exonérations fiscales et douanières. Mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur les exonérations Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.	Poursuite de la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur les exonérations Participation DGI DGB, DGD dans le contrôle des exonérations Poursuite des opérations de recouvrements fiscalo-douaniers sur l'ensemble du territoire national Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.	Poursuite des opérations relatives aux contrôles des exonérations : DGI, DGB, DGD Poursuite des opérations de recouvrements fiscalo-douaniers sur l'ensemble du territoire national Suivi et évaluation de la mise en œuvre des recommandations et des actions entreprises en 2008. Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.		**IDA/FMI & Gouvernement**	Les recettes fiscalo-douanières augmentent suite à la réduction des exonérations	Valeur et pourcentage de réduction des **exonérations fiscales** **2002** :59 390,23 FCFA **2003** :45 955,53 FCFA **- 31%** **2006** : Néant Valeur et pourcentage de réduction des **exonérations douanières** **2001** : 55 219,40 FCFA **2002** : 59 390,20 **2003** : 45 955,50 **2004** : 52 086,03 **2005** : 108 957,10 FCFA **109%** **2006** : 176 397,15 FCFA **-2%** **2007** : 205 000 (Prov)	DGI DGDDI DGT DGB PRCTG

	Pétrole Recrutement d'un Cabinet pour la réalisation d'une étude sur la modélisation des réserves et des recettes de la SNPC (procédures de passation de marchés terminées en 2007 et contrat signé en mars 2008) Recrutement d'un Cabinet pour la mise en place d'une comptabilité analytique à la SNPC prélude aux travaux sommaires en cours dans ladite société (procédures de passation de marchés terminées en 2007 et contrat en cours de signature par le MEFB en mars 2008) Etude sur la valorisation des actifs SNPC (étude terminée au 3ème trimestre 2007)	Réalisation de l'étude sur la modélisation des réserves et des recettes pétrolières Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la modélisation ; Suivi et évaluation des dispositions comptables. Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC	Suivi et évaluations des recommandations issues de : l'étude sur la modélisation des réserves et recettes pétrolières Suivi et évaluation des dispositions comptables. Suivi et évaluations des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC	X	**IDA/FMI** **&** **Gouvernement**	Le modèle est disponible ainsi que les premiers résultats relatifs à la modélisation des réserves et des recettes en 2008 ; Les rapports annuels sont disponibles en temps réel. La valeur des actifs SNPC issus de l'ex-société Hydrocongo est connue	Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes pétrolières depuis 2002 : **2002** : 262,0 FCFA **2006** : 1 530,5 FCFA **483,04%** **2007** : 1 346,4 FCFA **412,91%** Valeur des réserves SNPC au 31/12/2007 **(en cours)**	MH : SNPC DGH MEFB TOFE Observ. EITI : Cel Hyd PRCTG PURAC

(En millions de FCFA)

Objectifs	Mesures prioritaires 2008	Mesures prioritaires 2009	Mesures prioritaires 2010	D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	Pétrole Recrutement d'un consultant chargé du suivi de la fiscalité pétrolière : Elaboration des TDR courant premier semestre 2008 et mise en place d'un système de suivi de la fiscalité pétrolière pour le second semestre 2008. Recrutement d'un consultant chargé des questions juridiques, de fiscalité et de la statistique pétrolière : Elaboration des TDR courant premier semestre 2008. Renforcement des capacités de la cellule des hydrocarbures : Statut du personnel.	**Pétrole** Mise en œuvre du suivi du système relatif à la fiscalité pétrolière. Mise en œuvre du suivi du système relatif à la gestion des questions juridique, de fiscalité et de la statistique pétrolière. Mise en œuvre de la base des données sur la base des données sur la fiscalité pétrolière.	**Pétrole** Suivi et évaluation des recommandations issues des actions entreprises en 2008 et 2009.	X	**IDA/FMI** **&** **Gouvernement**	La Cellule des Hydrocarbures du MEFB dispose d'un système de suivi de la fiscalité pétrolière et d'une base de données à jour d'informations qui permettre la prise des décisions.	Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes pétrolières **2002** : 262,0 FCFA **2006** : 1 530,5 FCFA **483,04%** **2007** : 1346,4 FCFA **412,91%** Base des données à jour de publication Pourcentage des agents formés usant des nouvelles connaissances	DGI DGDDI DGT DGB PRCTG
	Recrutement d'un Cabinet pour la réalisation d'une étude sur la modélisation des réserves et des recettes de la SNPC (procédures de passation de marchés terminées en 2007) Recrutement d'un Cabinet pour la mise en place d'une comptabilité analytique à la SNPC prélude aux travaux sommaires en cours dans ladite société (procédures de passation de marchés terminées en 2007 Etude sur la valorisation des actifs SNPC (étude terminée au 3ème trimestre 2007)	Réalisation de l'étude sur la modélisation des réserves et des recettes pétrolières Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la modélisation ; Suivi et évaluation des dispositions comptables. Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC	Suivi et évaluations des recommandations issues de : l'étude sur la modélisation des réserves et recettes pétrolières Suivi et évaluation des dispositions comptables. Suivi et évaluations des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC			Le modèle est disponible ainsi que les premiers résultats relatifs à la modélisation des réserves et des recettes en 2008 ; Les rapports annuels sont disponibles en temps réel. La valeur des actifs SNPC issus de l'ex-société Hydrocongo est connue	Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes pétrolières **2002** : 262,0 FCFA **2006** : 1 530,5 FCFA **483,04%** **2007** : 1346,4 FCFA **412,91%** Valeur des réserves SNPC au 15/09/2007	MH : SNPC DGH MEFB Observ. EITI : Cel Hyd PRCTG PURAC TOFE

En millions de FCFA)

Objectifs	Mesures prioritaires 2008	2009	2010	D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
. Accroître le iveau et l'impact es dépenses ubliques sur la éduction de la auvreté	**3.1. Améliorer et rationaliser la préparation du budget**							
	Préparation budgétaire 1. Mise en place d'un comité interministériel pour la coordination en vue de la préparation et l'élaboration **d'un budget unifié** de l'Etat (fonctionnement et investissement). - Revue des calendriers de préparation budgétaire pour les budgets 2008 et 2009 en vue de fixer en détail par un texte règlementaire indiquant les délais minima pour chaque étape de préparation, y compris pour le cadrage macroéconomique 2008-2009 - Lettres de cadrage budgétaire pour la discussion des projets de budgets au sein du Gouvernement ; - Tenue des conférences budgétaires au profit des ministères sectoriels et institutions concernées.	Recensement et actualisation à tous les niveaux de la dépense publique, des guides et manuels de procédures adapté au budget unifié (engagement, liquidation, ordonnancement et paiement) ; Elaboration d'un manuel méthodologique de préparation du budget unifié. Préparation du budget unifié 2009 démarre en février 2008 (cadrage budgétaire).	Validation des guides et manuels de procédures ; Diffusion et vulgarisation des guides et manuels de procédures ; Application des guides et manuels de procédures Suivi et évaluation du budget exercices 2008 et 2009.	X	IDA/FMI/FAD	Le cadrage macroéconomique 2008-2009 est validé et diffusé. Le manuel méthodologique du budget unifié est validé et diffusé. Les charges communes sont maîtrisées progressivement et stabilisées à 5% à partir de 2010 **Charges communes observées (en millions)** **2005 : 76 336,2 FCFA** **2006 : 90 299,9 FCFA** **2007 : 102,2 FCFA**	Taux annuel d'exécution financière du volet investissement : **2005 : 169 233,7 FCFA 79,80%** **2006 : 357 179,5 FCFA 106,4%** **2007 : 396 735,7 FCFA 100%** Taux annuel d'exécution financière du volet fonctionnement : **2005 : 898,4 FCFA** **2006 : 1 225,7 FCFA 104,17%** **2007 : 1 076,7 FCFA** Réduction à 5% des charges communes par rapport au volet fonctionnement Taux annuel **2005 : 898,4 FCFA** **2006 : 1 225,7 FCFA 36,43%** **2007 : 1 076,7 FCFA** Cible 2010 = 5% **2006/2005 : 18,29%** **2006-2007 :**	DGPD DGB Trésor P CCA TOFE PRCTG Equipe Projet
. Accroître le iveau et l'impact es dépenses ubliques sur la éduction de la auvreté	**Classifications budgétaires** - Définition des types de procédures d'exécution budgétaire et des nomenclatures des pièces justificatives - Définition d'un référentiel de délais de traitement en matière de dépenses publiques. - Signature du décret adoptant la classification fonctionnelle **(Novembre - Décembre 2007)**	Budget 2008 présenté selon la classification fonctionnelle basée sur la norme GFS 2001 ; Diffusion et vulgarisation des guides et manuels de procédures identifiés ; Application des guides et manuels de procédures ; Suivi et évaluation du budget exercices 2008 et 2009.	Budget 2009 présenté selon la classification fonctionnelle basée sur la norme GFS 2001. Suivi et évaluation du budget exercices 2009 et 2010 ainsi que des impacts des procédures mises en place.	X	IDA/FMI/FAD	Le budget est élaboré conformément aux recommandations du DSRP et de la nomenclature fonctionnelle Les dépenses sont alignées sur le DSRP	Taux annuel d'exécution financière du budget d'investissement : 2005 : 169 233,7 FCFA **79,80%** 2006 : 357 179,5 FCFA **106,4%** Taux annuel d'exécution financière du budget de fonctionnement : **2005 : 898,4 FCFA 107,03%.** 2006 : 1 225,7 FCFA **104,17%.** Pourcentage des dépenses conformes à la DSRP base 2007	DGB DGCP DGT CCA PRCTG Equipe Projet

En millions de FCFA)

Objectifs	Mesures prioritaires 2008	Mesures prioritaires 2009	Mesures prioritaires 2010	D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
. Accroître le iveau et l'impact es dépenses ubliques sur la éduction de la auvreté	**3.2. Aligner le contenu du budget sur les priorités du DSRP**							
	Préparation du Budget 2009 et lien avec le DRSP Collecte de tous les organigrammes des ministères sectoriels Mettre en œuvre les classifications budgétaires aux normes internationales, y compris, une classification fonctionnelle basée sur le GFS 2001 Exécution du budget 2008 aux normes internationales Evaluation du budget 2007 Préparation du budget 2009	**Préparation du Budget 2010 et lien avec le DRSP** Exécution du budget 2009 aux normes internationales Evaluation du budget 2008 Préparation du budget 2010	**Préparation du Budget 2011 et lien avec le DRSP** Exécution du budget 2010 aux normes internationales Evaluation du budget 2009 Préparation du budget 2011 Evaluation des impacts relatifs aux réformes.	X	IDA/FMI/FAD	Les budgets 2008, 2009 et 2010 sont conformes aux priorités du DSRP	Taux annuel d'exécution financière du budget d'investissement **2005 : 169 233,7 FCFA 79,80%** **2006 : 357 179,5 FCFA 106,4%** **2007 : 000 000,0 FCFA 106,4%** Dépenses pro pauvres **2005 : 63 964,3 FCFA 71,20%** **2006 :168 334,6 FCFA 102,01%** Tx annuel d'exécution financière du budget de fonctionnement **2005 : 898,4 FCFA 107,03%** **2006 : 1 225,7 FCFA 104,17%** **2007 : 000 000,0 FCFA 106,4%** Dépenses pro pauvres **2005 : 154,5 FCFA** **2006 : 247,6 FCFA** Variation dépenses Prop. 2005-2006 : 64,90% 2006-2007 :	Primature DGPD DGB DGCP Trésor P DOI PRCTG Equipe Projet
. Accroître le iveau et l'impact es dépenses ubliques sur la éduction de la auvreté	**Cadre à moyen terme pour une gestion viable des dépenses et recettes publiques** : 1. Elaboration d'un cadre macroéconomique révisé à trois ans (TDR en cours de validation, mars 2008) ; 2. Achèvement et publication du CDMT comprenant une collaboration intersectorielle conforme aux priorités du DSRP et aux contraintes macro économiques (Action attendue fin août 2008); 3. Adoption et inclusion du CDMT 2008 dans la préparation du budget 2009. y compris les premiers CDMT Sectoriels (Action attendue en fin août 2008) ; 4. Validation du cadre macroéconomique et mise en œuvre du CDMT pour 2008- 2010.	Validation du cadre macroéconomique ; Mise en œuvre du CDMT pour 2008 - 2009 ; Mise en place de la politique de la recette ; Diffusion et vulgarisation de la politique de la recette dans les ministères sectoriels ; Centralisation de l'information de la recette des ministères sectoriels par le MEFB en 2008 Gestion de la recette en 2009.	Application du cadre macroéconomique. Définition d'un plan d'action pour la maîtrise et la gestion de la recette et de la dépense (prenant en compte la mise en place d'un circuit informatisé de la recette et de la dépense) Evaluation à mi-parcours du CDMT	X	IDA/FMI/FAD	Le CDMT est opérationnel La base des données est disponible et actualisée ; L'unicité de caisse est effective ; Les recettes sont en amélioration ; La rétrocession des fonds par le MEFB aux ministères sectoriels est effective.	Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes publiques **2005 : 1 245,7 FCFA** **2006 : 1 791,0 FCFA 43,77%** **2007 : 0 000,0 FCFA 00,00%** Valeur et pourcentage des dépenses ayant respecté le circuit mis en place	DGPD DGB DGCP DGT IGF DOI PRCTG Equipe Projet

En millions de FCFA)

Objectifs	Mesures prioritaires 2008	Mesures prioritaires 2009	Mesures prioritaires 2010	D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
enforcement u cadre duciaire	**4.1. Mettre en place un système de passation des marchés publics efficace et transparent**			X				
	Voir énumération dans l'objectif 5 : **« Gestion de la réforme »**	Voir énumération dans l'objectif 5	Voir énumération dans l'objectif 5					
	4.2. Assurer une reddition de comptes fiable, exhaustive et dans les délais légaux							
	Amélioration du reporting et de la production des lois de règlements -Comptes de gestion en chiffres -Comptes de gestion sur pièces	**Amélioration du reporting et de la production des lois de règlements** -Construction des salles d'archives ; - Formation des archivistes des pièces comptables et des états financiers ; -Formation des magistrats et cadres la cour des comptes à l'examen des comptes de gestion en chiffres et sur pièces -Formation des parlementaires à l'examen de la loi de règlement et à son explication comme à sa diffusion.	**Amélioration du reporting et de la production des lois de règlements** Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 - 2009		IDA /FMI UNION EUROPEENNE COOPERATION FRANCAISE	Les comptes de gestion sont élaborés et adoptés Le renforcement des capacités des parlementaires et des magistrats/cadres de la CCDB est assuré	Nombre des comptes de gestion adoptés en temps réel Nombre de parlementaires, magistrats/cadres formés usant des nouvelles capacités dans le contrôle	AN CCDB MEFB DGCP DGT PRCTG Equipe Projet MPLAN MJDH
	Systèmes informatiques Réalisation du schéma directeur de développement informatique et réseaux de l'administration financière de l'état sur la base de l'étude existante **(Action démarrée en novembre 2007)** Mise en œuvre des options d'informatisation et réseaux du schéma directeur (phase 1) : -Commandes des matériels, logiciels et équipements ; -Acquisition des équipements informatiques et réseaux ; - Etude d'informatisation des principaux processus de gestion des finances publiques (chaînes des recettes et dépenses, comptabilité, trésor, balance du Trésor, etc.).	**Systèmes informatiques** Mise en œuvre des options d'informatisation et réseaux du schéma directeur (phase 2): - Poursuite de l'informatisation des principaux processus de gestion des finances publiques (chaînes des recettes et dépenses, comptabilité, trésor, balance du Trésor, etc.) ; - Poursuite de la réalisation des activités prioritaires (celles qui accompagnent le déploiement des projets en cours) : SYDONIA, SYSTAF et NIU, HR.PAYROLL	**Systèmes informatiques** Finalisation de l'informatisation de la chaîne de la dépense depuis la demande d'engagement jusqu'à l'apurement du paiement ; Collecte des données pour le calcul des indicateurs de résultat et de performance des recettes et des dépenses.		IDA /FMI/FAD UNION EUROPEENNE	Le schéma directeur et le manuel de procédure sont adoptés ; L'interconnexion des régies et des administrations est opérationnelle ; **La production des comptes publics fiables est effective en temps réel**	Réduction du temps mis dans la production des rapports Délais d'exécution des missions réduites dans les Agences d'Exécution du Projet (AEP)	MEFB DOI PRCTG Equipe Projet AEP

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
. Renforcement du cadre fiduciaire	**4.3. Renforcer l'efficacité du contrôle et de l'audit interne ex-post**							
	Inspection Générale des Finances & Inspection Générale d'Etat Elaboration et validation des TDR *NB. Cette étude est prise en compte dans l'audit global opérationnel du MEFB (Mémorandum PRCTG de mars 2007 et Directives mission IDA, septembre-octobre 2007)*	Lancement et réalisation des études visant à définir les compétences et les procédures de contrôle des finances publiques par la IGF (Cf. Cadre institutionnel supra) ; Adoption des recommandations issues de l'étude ; Adoption, diffusion et vulgarisation d'un manuel de procédures de contrôle des finances publiques applicables à l'IGF et à l'IGE ; Adoption, diffusion, vulgarisation et application du guide du vérificateur.	Mise en œuvre des recommandations issues des études Suivi et évaluation de la mise en œuvre du manuel de procédures de contrôle et du guide du vérificateur		**FMI/IDA/FAD** **&** **UNION EUROPEENNE**	Les recommandations issues des audits sont mises en application Le manuel de procédure est adopté Le guide du vérificateur est adopté	Nombre de contrôles financiers effectués par an.	IGF IGE DGCP DGB Trésor P PURAC PRCTG Equipe Projet
. Renforcement du cadre fiduciaire	**4.4. Renforcer l'audit externe**							
	Contrôle juridictionnel et parlementaire Recrutement d'un consultant pour élaborer le manuel des procédures Constitution des groupes de travail Recensement des bénéficiaires de la formation	- Organisation des séances de formation sur la gestion et le contrôle des finances publiques ; - Elaboration d'un guide de contrôle à la Cour des Comptes (manuel de procédures) en conformité avec les normes internationales des Instituts Supérieurs de Contrôles et l'INTOSAI ; - Elaboration des projets de textes réglementaires sur le statut des juges financiers.	- Suite des séances de formation sur la gestion et le contrôle des finances publiques et le contrôle des finances publiques - Adoption des textes réglementaires - Mise en application des textes.		**FMI/IDA/FAD** **&** **UNION EUROPEENNE**	Le manuel de procédures est conforme aux normes internationales des Instituts Supérieurs de Contrôles et l'INTOSAI Les contrôles juridictionnel et parlementaire sont effectifs et améliorés	Nombre des comptes des comptables publics examinés par an Nombre de contrôles juridictionnel et parlementaire effectués par an; Nombre de lois de règlement diffusé dans les délais ; Nombre des cadres de la CDCDB formés 18 soit 100% Nombre des Parlementaires formés (ND).	PURAC CDCDB AN SENAT MEFB DGCP PRCTG Equipe Projet

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
	5.1. Cadre institutionnel du MEFB							
. Gestion de la éforme	Lancement de l'étude pour adapter l'organisation des services de la DGB, du Trésor, de la DGCF, de la DGCP, de l'IGF...sur la base des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation du circuit de la dépense **(TDR validés en fin octobre 2007 et poursuite de la procédure de la passation de marchés)** *NB. Cette étude est prise en compte dans l'audit global opérationnel du MEFB (Mémorandum PRCTG de mars 2007 et Directives mission IDA, septembre-octobre 2007)* Validation et mise en œuvre de nouveaux organigrammes à partir des circuits d'élaboration et d'exécution du budget.	Suivi et évaluation de la mise en oeuvre et évaluation des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation du circuit de la dépense. Mise en œuvre des recommandations issues de l'audit global dont l'IGF.	Suivi et évaluation de la mise en oeuvre et évaluation des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation du circuit de la dépense. Mise en œuvre des recommandations issues de l'audit global dont l'IGF.		**FMI**	L'audit global du MEFB clarifie les nouveaux organigrammes des directions générales.	Le temps de latence entre l'ordonnancement et le paiement réel aux fournisseurs est réduit de moitié (50%) ; Nombre des rapports annuels sur l'état d'avancement de qualité satisfaisante et soumis à temps	DGB Trésor DGCF DGCP IGF DGPD PRCTG PURAC
	5.2. Marchés publics							
	Recrutement d'un expert pour une durée d'un (1) an et d'un cabinet pour une durée de trois (3) mois pour appui au Comité de la réforme des marchés publics (CRMP) - Assistance technique au CRMP et à la Commission - Code des Marchés publics - Textes d'accompagnement - Formation des membres - Atelier de validation du Code par la Commission des Marchés Publics.	Adoption et vulgarisation du plan d'actions du CPIP par le Gouvernement ; Diffusion, vulgarisation et application du nouveau Code de marchés et des textes y relatifs Renforcement des capacités aux agents du secteur public et du secteur privé en vue de développer leurs compétences et de se professionnaliser dans le cadre du nouveau des marchés publics.	Mise en place des mécanismes de contrôle internes et externes Suivi et évaluation de l'application du code des marchés publics aux normes internationales Reporting 2007 – 2009 aux partenaires	**X**	**IDA**	Le CPIP est adopté et diffusé Le code des marchés publics et les textes y relatifs sont adoptés et mis en vigueur ; Le renforcement des capacités est assuré.	% des marchés publics passés et conformes aux normes internationales : **Néant au 31/12/2006** % des marchés publics exécutés et payés dans les délais. % des marchés publics passés en AO (DGGT et DCMCE) % des marchés publics passés de gré à gré % des marchés publics respectant les délais règlementaires.	Primature PRCTG DGGT DCMCE SG/PR DGPD Agences Régular .

Objectifs	Mesures prioritaires 2008	2009	2010	D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	5.3. Coordination avec les bailleurs de fonds							
	Définition d'un cadre de concertation du MEFB et les bailleurs de fonds Diffusion et vulgarisation du cadre par les médias	Poursuite des actions de diffusion et de vulgarisation du cadre à travers les médias Organisation des réunions de concertation	Suivi des recommandations des réunions de concertation		Bailleurs & Gouvernement	Le cadre de concertation est défini et opérationnel	Présentation des comptes rendus des réunions Publication des avancées sur site Web/MEFB	MEFB et les Bailleurs de fonds
	5.4. Coordination entre MEFB et Ministères Sectoriels							
. Gestion de la réforme	Définition d'un cadre de concertation du MEFB et les ministères sectoriels Diffusion et vulgarisation du cadre de concertation par les médias	Poursuite des actions de diffusion et de vulgarisation du cadre à travers les médias Organisation des réunions de concertation inter ministérielles	Evaluation de la mise en œuvre des réunions de concertation inter ministérielles		Gouvernement	Le cadre de concertation est défini et opérationnel	Présentation des comptes rendus des réunions Publication des avancées sur site Web/MEFB	MEFB et les Mini sector.
	5.5. Renforcement des capacités techniques du MEFB							
	Création en 2007 du Centre de Perfectionnement des Agents des Finances (CPAF) Désignation des responsables du CPAF TDR du consultant chargé d'appui technique au CPAF **ont été élaborés et soumis à l'approbation de la tutelle pour lancement de la manifestation d'intérêt au cours du 2 second trimestre 2008.** Définition d'un plan d'action opérationnel des formations et de renforcement des capacités des agents du MEFB, des secteurs publics et privés.	Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action des formations des agents administratifs des secteurs concernés ; Renforcement des capacités des agents des secteurs publics et privés ; Suivi et évaluation du plan de formation. Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.	Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action des formations et renforcement des capacités des agents administratifs des secteurs concernés Suivi et évaluation du plan de formation Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.		IDA & Gouvernement	Le plan d'action de formation est mis en œuvre Le rapport de formation est publié prenant en compte les indicateurs de performance du centre.	Nombre d'agents formés suivant le plan de formation Nombre des rapports produits par les points focaux	MEFB DRHF PRCTG CPAF CENAGES

bjectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
	5.6. Renforcement des capacités techniques des Ministères Sectoriels							
Gestion de la réforme	- Assistance technique aux ministères sectoriels par une équipe du MEFB chargée d'étudier et d'apporter une solution aux difficultés rencontrées dans l'exécution de Budget 2006-2007 ; - Appui technique aux ministères sectoriels dans la définition et la préparation de la loi des finances 2009 en conformité avec le calendrier établi ; - Formation des Ordonnateurs secondaires et gestionnaires d'activités en conformité avec le plan de formation du CPAF.	Poursuite de l'assistance technique à l'endroit des ministères sectoriels au titre de l'année 2009 Appui technique aux ministères sectoriels dans la définition et la préparation de la loi des finances 2009 en conformité avec le calendrier établi. Poursuite de la formation des Ordonnateurs secondaires et gestionnaires d'activités ; Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.	Suivi et évaluation du plan de formation du CPAF Evaluation des impacts de gestion du changement Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.		Gouvernement	Le rapport diagnostic qui prend en compte les besoins relatifs à la préparation du budget, à son exécution et la formation des agents (ordonnateurs secondaires et les gestionnaires d'activités) est validé et disponible Les ordonnateurs secondaires et les gestionnaires d'activités sont formés L'équipe désignée par le MEFB intervient effectivement en appui technique aux ministères sectoriels	Nombre ordonnateurs secondaires et les gestionnaires d'activités formés suivant le plan de formation par secteur ; Nombre des mesures du rapport diagnostic pour l'assistance aux ministères sectoriels mis en application	MEFB DRHF et les Mini sectoriels PRCTG CENAGES CPAF

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
Contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière	**6. Rationalisation de la préparation et de l'exécution du budget**							
	Direction Générale du Contrôle Financier (DGCF)-IGF-DGT-DGB - Recrutement d'une assistance technique pour conduire le renforcement des capacités des institutions de rationalisation budgétaire et de contrôle interne. - Recrutement d'une assistance technique pour la gestion de réseaux informatiques - Organisation des séances relatives à : • l'élaboration des procédures et de gestion comptable • Initiation à la bureautique et acquisition des matériels, informatiques et des logiciels.	**Direction Générale du Contrôle Financier – IGF – DGT - DGB** Poursuite de l'assistance technique à l'endroit des ministères sectoriels au titre de l'année 2009. - Organisation des séances relatives à : • l'élaboration des procédures et de gestion comptable Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008 et 2009.	**DGC Financier - IGF-DGT- DGB** Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 et 2009 Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.		ACBF/FAD	Les prévisions budgétaires sont améliorées Le suivi des dépenses propauvres est amélioré L'amélioration du CDMT est effective.	Le budget couvre toutes les dépenses et recettes de l'Etat ; Les dépenses hors budget sont clairement identifiées Meilleure prévisibilité triennale des ressources allouées à la lutte contre la pauvreté	MEFB : DGCF IGF DGT DGB DRHF Mini sectoriels Equipe P PRCTG CENAGES
	7. Renforcement des capacités des institutions de rationalisation budgétaire et contrôle interne				ACBF/FAD			
	Direction Générale du Contrôle Financier (DGCF) – IGF –DGT-DGB • Recrutement d'un consultant en administration réseaux et systèmes y compris le plan de formation et l'élaboration des procédures et gestion comptable • Acquisition des équipements et logiciels informatiques • Formation des agents utilisateurs du système réseau	**Direction Générale du Contrôle Financier – IGF – DGT - DGB** • Mise en œuvre du réseau, du système et des procédures de gestion • Formation des cadres des institutions concernées dans les procédures et gestion comptable, initiation à la comptabilité sur ordinateur • Suivi des actions de 2008 et 2009.	**DGC Financier - IGF – DGT - DGB** Formation des cadres des institutions concernées dans les procédures et gestion comptable, initiation à la comptabilité sur ordinateur Suivi et évaluation des actions inscrites en 2008 et 2009 Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.			L'amélioration des procédures des services financiers pour renforcer les contrôles à postériorité; L'acquisition des équipements et logiciels d'une part, et la formation des agents et cadres, d'autre part, sont effectifs.	Le système réseau est en place	DGCF IGF DGT DGB CPAF Equipe P PRCTG

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
	8. Renforcement des capacités et de l'efficacité des institutions de contrôle externe							
Contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière (suite)	**8.1. Parquet Général/CC** Acquisition des équipements informatiques pour le Parquet Général : - 07 Ordinateurs PC - 04 Ordinateurs portables - 06 Imprimantes de bureau - 04 Imprimantes portables - 02 Scanners - 05 Onduleurs. Mise en place d'un fonds documentaire pour le Parquet Général.	Suivi et Inventaire des immobilisations près du Parquet Général Suivi de la mise en place du fonds et de sa fréquentation	Suivi et Inventaire des immobilisations près du Parquet Général		ACBF	Les acquisitions en équipements informatiques sont effectives et d'utilisation correcte. Le fonds documentaire près du Parquet Général est ouvert aux magistrats, vérificateurs ainsi qu'au public	Base des données à jour de consultation et de restitution des informations Nombre de consultants du fonds documentaire	MJDH : CC Parquet Général Public Equipe P PRCTG
Contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière (suite)	**8.2. Commission des Affaires juridiques (CAJ)** Formation des parlementaires de la CAJ du Sénat et de l'Assemblée Formation, séminaires de formation de 40 femmes leaders sur : - La budgétisation et genre - L'utilisation de l'outil informatique. Acquisition des équipements informatiques pour la CAJ : - 04 Ordinateurs PC - 02 Ordinateurs portables - 03 Imprimantes de bureau - 01 Imprimante portable - 02 Scanners - 04 Onduleurs.	- L'allocation des ressources budgétaires - Mise en place d'un fonds documentaire pour la commission affaires juridiques avec ouvrages spécialisés de droit et finances et des périodiques. Suivi des actions entreprises en 2008 et 2009.	Suivi des actions entreprises en 2008 et 2009. Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.		FAD/ACBF	La formation, les ateliers et les séminaires en faveur des femmes leaders parlementaires sont effectifs.	Nombre des femmes leaders formés à la gestion budgétaire et outil informatique. Réduction du retard dans l'examen et le vote du budget Réduction du retard dans le vote des lois de règlements	Parlem. Femmes leaders Société civile CPAF Equipe P PRCTG

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
Contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière (suite)	**8.3. Commission Economie et Finances du Parlement (CEF)** Formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de : - Accords de prêts - Contrats pétroliers	Formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de : - Utilisation ressources PPTE - Fonctionnement et compétences parlementaires - Mise en place d'un fonds documentaire pour la commission affaires économiques et financière.	Suivi du plan de formation près du CPAF		FAD/ACBF	L'amélioration du contrôle législatif est effective La maîtrise des audits de performance par la Cour des Comptes pour l'efficacité du contrôle judiciaire	Augmentation du nombre des comptes et établissements publics audités par an par la CCDB Réduction du retard dans l'examen et le vote du budget Réduction du retard dans le vote des lois de règlements	Parlement CEF Equipe P PRCTG Cellule TOFE CPAF
	Séminaires nationaux de formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur : - Le contrôle budgétaire - La loi des finances - Le budget fonctionnel - L'utilisation des outils informatiques/Internet.	Séminaires nationaux de formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les techniques d'élaboration et d'analyse budgétaire.	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.					
	Acquisition des équipements informatiques pour la CEF : - 04 Ordinateurs PC - 02 Ordinateurs portables - 03 Imprimantes de bureau - 01 Imprimante portable - 02 Scanners - 02 Onduleurs.	Sensibilisation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de : - Initiative PPTE, mesures pour le point d'achèvement, dette, pétrole ; - Sensibilisation des élus locaux sur l'élaboration, le vote et le contrôle de la loi des finances.	Sensibilisation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de : - la corruption, la fraude et la concussion ; - la vulgarisation rôle du Parlement.				Base des données à jour d'informations pour la prise des décisions	

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
	9. Renforcement de l'efficacité du cadre de suivi et de l'évaluation du DSRP							
	DSRP Production d'une base des données de meilleure qualité pour le suivi et l'évaluation du DSRP (Indicateurs macroéconomiques) : - Appui à la collecte et traitement des données statistiques - Elaboration de questionnaires - Recrutement du personnel statistique en poste - Formation aux enquêtes statistiques socio économiques. Signature de la convention par l'équipe du projet et les partenaires pour l'utilisation des services des consultants internationaux.	**DSRP** Production d'une base des données de meilleure qualité pour le suivi et l'évaluation du DSRP : Indicateurs macro économiques (suite) : - Etudes sectorielles - Appui à la collecte des données et traitement des données statistiques. Production du rapport annuel des données et informations statistiques qui prend en compte les indicateurs macro économiques. Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.	**DSRP** Suivi et évaluation de la production du rapport annuel relatifs aux indicateurs macro-économiques Evaluation des impacts de gestion du changement Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.		ACBF/FAD IDA/BM FNUAP OMS AFRISTAT & Macro International	Base des données disponible pour la production des données macro économiques. Les statistiques socio-économiques de meilleure qualité pour un suivi efficace des indicateurs du DSRP sont produites. Les rapports des évaluations de l'impact des politiques économiques sont disponibles.	PIB/Tête Taux de croissance Taux d'investissement Taux d'inflation Ratio du service dette Indice de pauvreté Sévérité de la pauvreté Taux brut ou net de scolarisation Taux de chômage % population ayant accès à l'eau potable % population ayant accès à l'électricité % population utilisant du bois de chauffe % des femmes participant aux structures de décision et de gestion du pays % des ressources allouées aux administrations locales Taux brut de natalité Taux de mortalité Taux de mortalité maternelle Taux de fécondité Taux de prévalence du VIH/Sida, etc.	MEFB DGE Cellule TOFE DGB MPLAN DGP DSRP CNSEE Mini. sectoriels Equipe P PRCTG CENAGES

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
	10. Renforcement de l'efficacité du cadre de suivi et de l'évaluation du DSRP (Suite)							
	10.1. DGE Organisation d'une enquête de comptabilité nationale en vue de la maîtrise du processus d'élaboration des comptes nationaux aux normes SCN 1993. Ateliers de formation à Brazzaville en comptabilité nationale en appui au projet de renforcement des capacités en statistiques, études prospectives et planification pour la lutte contre la pauvreté au CONGO. Reporting et feedback des activités 2008 aux partenaires.	DGE Acquisition du matériel informatique et des logiciels adaptés aux statistiques : - Elaboration des comptes nationaux - Gestion de la base des données. Acquisition du matériel de bureau : - Photocopieur - Machine à relier.	DGE Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 et 2009 Reporting et feedback des activités 2008 et 2009 aux partenaires.		ACBF/FAD AFRISTAT RESPEC	Les comptes de la nation sont produits dans les délais et sont de source fiable. Nombre des cadres et agents formés	Base des données des comptes nationaux aux normes SCN 1993	MPLAN : CNSSE DGPLAN DGE DGCP Cellule T Equipe P
	10.2. CNSEE Organisation de la collecte des données pour le suivi du DSRP : - Actualisation du 1er profil de pauvreté au Congo (ECOM), - Enquête démographique et santé (EDS). Recrutement d'une assistance technique pour la réalisation des enquêtes ciblées : - Assistant enquêtes QUIBB - Spécialiste en statistiques économiques - Assistance en superviseurs, - Enquêteurs et agents de saisie au niveau national. Organisation de sept (7) ateliers de formation des agents, enquêteurs et superviseurs sur : les méthodes des enquêtes de type QUIBB (2).	CNSEE Enquête emploi pour la mesure de l'ampleur du chômage et caractéristiques Organisation de sept (7) ateliers de formation des agents, enquêteurs et superviseurs sur : - Techniques de l'enquête emploi (2) - Statistiques économiques (3). Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.	CNSEE Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 et 2009. Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.		ACBF/FAD & AFRISTAT	Actualisation du profil de pauvreté Mise en place d'une stratégie et des méthodes de collecte des données sur la conjoncture, l'emploi et les indicateurs de bien être. L'annuaire statistique national est produit et diffusé	**Indicateurs :** - socioéconomiques - du cadre de vie - de gouvernance pour le suivi DSRP Nombre d'enquêtes réalisées au 31/12/2008 Nombre d'atelier de formation réalisés au 31/12/2008	MPLAN: CNSSE DGPLAN DGE DGCP PRCTG EQUIPE Projet Cellule T S/C PAGGFP

bjectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
	10.3. DEP Ministère de la santé Organisation des circuits de collecte et des études du système national d'information sanitaire (SNIS) : - Validation de la carte sanitaire 2005 - Elaboration des comptes satellites de la santé. Organisation des séminaires de deux (2) nationaux à Brazzaville et à Pointe-Noire : - Techniques de collecte des données. Equipements informatiques et matériels de bureau : - Matériel informatique et logiciels adaptés de statistiques sanitaires - Matériel de bureau.	**DEP Ministère de la santé** Organisation des circuits de collecte et des études du système national d'information sanitaire (SNIS) : - Actualisation de la carte sanitaire en 2007/2008 - Acquisition matériel informatique et logiciels - Formation du personnel aux logiciels acquis - Elaboration et utilisation des supports de collecte. Organisation de séminaire de un (1) nationaux à Brazzaville et à Pointe-Noire : - Techniques de restitution des données à la fin du projet Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.	**DEP Ministère de la santé** Organisation des circuits de collecte et des études du système national d'information sanitaire (SNIS) : - Formation du personnel aux logiciels acquis - Relance de la production régulière de l'annuaire statistique. Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.		FNUAP OMS	La carte sanitaire 2005 est validée et celle des années 2007 et 2008 actualisée. La production de l'annuaire statistique de la santé est effective. Les comptes satellites de la santé sont élaborés.	La base des données du SNIS est à jour de données et informations sanitaires Actualisation du profil de pauvreté en 2008 - 2009	DEP CTS/PNDS Hôpitaux CNSEE Equipe P PRCTG S/C PAGGFP

Objectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
	11. Gestion, Gouvernance et suivi du Projet							
	Cellule de mise en œuvre du projet Recrutement de l'équipe du projet (EP) : - Coordonnateur, - Responsable administratif et comptable, - Responsable des acquisitions Responsable de formation - Secrétaire - Chauffeur - Planton. Exécution et Suivi du projet (EP). Dispositions institutionnelles de suivi et de gouvernance - Elaboration des cahiers de charges - Suivi de la conformité des prestations au sein de l'EP	**Cellule de mise en œuvre du projet** Exécution, Suivi et évaluation des actions menées par l'équipe du projet (EP) Dispositions institutionnelles de suivi et de gouvernance Suivi des formations Evaluation des activités au de l'EP Reporting et feedback aux partenaires des actions 2008-2009.	**Cellule de mise en œuvre du projet** Exécution, Suivi et évaluation des actions menées par l'équipe du projet (EP) Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.		ACBF/FAD	Le comité de pilotage est effectif avec la large participation des Directeurs généraux L'organe de coordination de l'EP est mis en place au sein du Cabinet du MEFB. La cellule de mise en œuvre du projet est opérationnelle au sein du Cabinet du MEFB.	Taux de décaissement à 40% à fin 2007 ; 70% à fin 2008 et 100% en 2009 Production de 4 rapports d'activités par an Production d'un rapport d'audit par an d'ici 2009.	AEP CDCDB Parlem. MEFB Equipe Projet S/C PAGGFP CPP DGB DGCF IGF CDCDB CNSEE Parlem. S/C PAGGFP